

## Communiqué de presse

### **Une action urgente s'impose pour améliorer l'accès des personnes qui s'injectent des drogues aux services de prévention et de traitement du VIH**

**Varsovie, Pologne, 14 mai 2007** – Malgré un engagement politique et un financement accrus pour la riposte au sida, la plupart des personnes qui s'injectent des drogues se voient toujours refuser l'accès à des services de base pour la prévention et le traitement du VIH, a déclaré l'ONUSIDA lors de la 18<sup>e</sup> Conférence sur la réduction des risques liés aux drogues qui se tient en Pologne.

Le nombre de personnes qui s'injectent des drogues sur le plan mondial a été estimé à plus de 13 millions à la fin de 2005, et pourtant 8% seulement ont accès à un service de prévention du VIH quel qu'il soit. L'accès à la thérapie antirétrovirale parmi ce groupe est anormalement faible, en partie à cause du manque d'information, de l'exclusion et de la stigmatisation et la discrimination largement répandues.

« Près de 10% de toutes les nouvelles infections à VIH à travers le monde sont attribuables à la consommation de drogues injectables – si vous excluez l'Afrique, ce chiffre atteint 30% », a souligné M. Prasada Rao, Directeur régional de l'ONUSIDA pour l'Asie et le Pacifique, dans son discours lors de l'ouverture de la conférence. « Nous avons la preuve que les programmes de prévention du VIH sont particulièrement efficaces parmi les personnes qui s'injectent des drogues, mais elles se voient constamment refuser l'accès à l'information et aux services. »

La consommation de drogues injectables est reconnue comme un important mode de transmission du VIH en Asie du Sud-Est, en Asie centrale et en Europe orientale, mais comme le souligne le rapport d'activité du Secrétaire général des Nations Unies pour 2007, elle a récemment fait son apparition en tant que nouveau facteur d'infection par le VIH en Afrique subsaharienne, en particulier en Afrique du Sud, au Kenya, au Nigéria et en République-Unie de Tanzanie.

Les preuves et l'expérience démontrent que les programmes de lutte contre le VIH axés sur les consommateurs de drogues injectables font une différence. Au Portugal, où les programmes de réduction des risques ont été considérablement intensifiés, les diagnostics de VIH parmi les consommateurs de drogues injectables ont baissé de près d'un tiers entre 2001 et 2005 après l'introduction de programmes ciblés de réduction des risques.

« Les ressources financières doivent être utilisées de manière plus stratégique et plus innovante pour mettre des programmes de prévention plus efficaces à la disposition des personnes les plus exposées au risque d'infection par le VIH », a poursuivi M. Rao. « Dans les pays où la consommation de drogues injectables est le moteur de l'épidémie de sida, des programmes focalisés sur la réduction des risques atteignant les personnes qui s'injectent des drogues doivent être intégrés dans les plans nationaux de lutte contre le sida. »

En 2006, lors de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le sida qui a eu lieu à New York, les Etats Membres se sont engagés à se rapprocher de l'objectif de l'accès universel à la prévention et au traitement du VIH. Cet engagement

comprend des recommandations spécifiques pour des services efficaces de prévention du VIH destinés à des groupes de population clés, notamment les personnes qui s'injectent des drogues.

## **Contact**

Sophie Barton-Knott | ONUSIDA Genève | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

*L'ONUSIDA est une initiative conjointe innovante des Nations Unies, qui rassemble les efforts et les ressources du Secrétariat de l'ONUSIDA et de dix organisations du système des Nations Unies dans la riposte au sida. Le Siège du Secrétariat se trouve à Genève (Suisse), avec du personnel sur le terrain dans plus de 80 pays. L'action cohérente du système des Nations Unies sur le sida est coordonnée dans les pays par le biais des groupes thématiques des Nations Unies et de programmes communs sur le sida. Les Coparrainants sont les suivants : le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'ONU DC, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Vous pouvez consulter le site web de l'ONUSIDA sur [www.unaids.org](http://www.unaids.org)*